

1171 1

KONINKLIJKE BOODSCHAP

*Aan**de Tweede Kamer der Staten-Generaal*

Wij bieden U hiernevens ter overweging aan een ontwerp van Wet (en bijlage) tot goedkeuring van het op 16 October 1948 te Parijs ondertekende verdrag inzake intra-Europese betalingen en compensaties.

De toelichtende memorie (en bijlage), die het Wetsontwerp vergezelt, bevat de gronden, waarop het rust.

En hiermede bevelen Wij U in Godes heilige bescherming.

Soestdijk, 15 Maart 1949.

JULIANA.

1171 2

ONTWERP VAN WET

WIJ JULIANA, BIJ DE GRATIE GODS, KONINGIN DER NEDERLANDEN, PRINSES VAN ORANJE-NASSAU, ENZ., ENZ., ENZ.

Allen, die deze zullen zien of horen lezen, saluut! doen te weten:

Alzo Wij in overweging genomen hebben, dat het door de Organisatie voor Europese Economische Samenwerking te Parijs opgestelde en vanwege Ons op 16 October 1948 te Parijs ondertekende verdrag

inzake intra-Europese betalingen en compensaties, alsmede het Protocol van voorlopige inwerkingtreding van dat Verdrag, alvorens te kunnen worden bekrachtigd, ingevolge artikel 60, lid 2, der Grondwet, de goedkeuring der Staten-Generaal behoeft;

Zo is het, dat Wij, de Raad van State gehoord, en met gemeen overleg der Staten-Generaal, hebben goedgevonden en verstaan, gelijk Wij goedvinden en verstaan bij deze:

Artikel 1

Het Verdrag inzake intra-Europese betalingen en compensaties, met de daarbij behorende bijlagen en het Protocol van voorlopige inwerkingtreding van dat Verdrag, welke vanwege Ons op 16 October 1948 te Parijs zijn ondertekend en waarvan afdruk nevens deze wet is gevoegd, worden goedgekeurd.

Artikel 2

Deze wet treedt in werking met ingang van de dag na die harer afkondiging.

Lasten en bevelen, dat deze in het *Staatsblad* zal worden geplaatst en dat alle Ministeriële Departementen, Autoriteiten, Colleges en Ambtenaren, wie zulks aangaat, aan de nauwkeurige uitvoering de hand zullen houden.

Gegeven,

De Minister van Financiën,

De Minister van Buitenlandse Zaken,

De Minister van Economische Zaken,

**ACCORD DE PAIEMENTS
ET DE COMPENSATIONS
ENTRE LES PAYS EUROPEENS**

Les Gouvernements de l'Autriche, de la Belgique, du Danemark, de la France, de la Grèce, de l'Irlande, de l'Islande, de l'Italie, du Luxembourg, de la Norvège, des Pays-Bas, du Portugal, du Royaume-Uni, de la Suède, de la Suisse, de la Turquie, les Commandants en chef des Zones d'occupation en Allemagne de la France, du Royaume-Uni et des Etats-Unis d'Amérique, et le Commandant de la Zone anglo-américaine du Territoire libre de Trieste;

Désirant progresser dans la voie d'une plus grande liberté des Paiements Intra-Européens, ainsi que le prévoit l'Article 4 de la Convention de Coopération Economique Européenne, signée à Paris le 16 avril 1948;

Désirant adopter sans délai un plan de compensation limitée, applicable jusqu'à ce qu'il soit possible de prendre de nouvelles mesures en vue d'établir entre eux un système de paiements entièrement multilatéral;

Considérant la Décision du Conseil de l'Organisation Européenne de Coopération Economique (appelé ci-dessous le Conseil) en date du 16 octobre 1948 approuvant le texte du présent Accord et l'adoption le 16 octobre 1948 d'une décision recommandant une répartition de l'Aide Américaine;

Considérant la Décision du Conseil en date du 16 octobre 1948 relative à la politique commerciale;

Sont convenus de ce qui suit:

TITRE I

Article 1

a. Les Parties Contractantes effectueront des compensations monétaires dans les conditions prévues au présent Accord. Ces compensations sont de première et de deuxième catégories au sens de l'Article 18. Elles ont pour objet de faciliter toutes les transactions que les Parties Contractantes pourront à tout moment autoriser conformément à leurs politiques respectives de transferts de devises et aux dispositions de leurs accords de paiements.

b. Sous réserve des dispositions de l'Article 5, les soldes disponibles pour les compensations sont les soldes des comptes tenus par une banque centrale au nom d'autres banques centrales. Les banques centrales, au sens du présent Accord, sont les banques centrales ou les autres autorités monétaires désignées par les Parties Contractantes.

Article 2

La Banque des Règlements Internationaux (appelée ci-dessous l'Agent), agissant en vertu de l'accord conclu entre elle et l'Organisation Européenne de Coopération Economique (appelée ci-dessous l'Organisation), en application de la Décision du Conseil en date du 10 septembre 1948, est l'agent chargé de la compensation aux fins du présent Accord.

Article 3

a. Les compensations prévues au présent Accord sont effectuées chaque mois et conformément aux directives données à l'Agent par l'Organisation.

b. L'Agent soumet chaque mois des rapports à l'Organisation sur les compensations exécutées au cours du mois.

**AGREEMENT
FOR INTRA-EUROPEAN PAYMENTS
AND COMPENSATIONS**

The Governments of Austria, Belgium, Denmark, France, Greece, Ireland, Iceland, Italy, Luxembourg, Norway, the Netherlands, Portugal, the United Kingdom, Sweden, Switzerland and Turkey, the Commanders-in-Chief of the French, United Kingdom and United States Zones of Occupation of Germany, and the Commander of the British-United States Zone of the Free Territory of Trieste:

Desiring to move forward towards the liberalisation of Intra-European Payments envisaged in Article 4 of the Convention for European Economic Co-operation signed in Paris on 16th April, 1948;

Desiring to adopt immediately a plan for limited compensation to be applied until it shall be possible to take further steps towards the establishment of a full multilateral system of payments among themselves;

Having regard to the adoption on 16th October, 1948, by the Council of the Organisation for European Economic Co-operation (hereinafter referred to as the Council) of a Decision approving the text of the present Agreement; and to the adoption on 16th October, 1948, of a Decision recommending a distribution of American Aid;

Considering the Decision on commercial policy taken by the Council on 16th October, 1948;

Have agreed as follows:

PART I

Article 1

(a) Subject to the provisions of the present Agreement, the Contracting Parties shall carry out currency compensations. Such compensations shall be first and second category compensations as defined in Article 18. Compensations shall be used to facilitate all transactions which the Contracting Parties may at any time allow in accordance with their respective transfer policies and with the terms of their payments agreements.

(b) Subject to the provisions of Article 5, the balances available for compensations shall be the balances of accounts kept by one central bank in the name of other central banks. For the purposes of the present Agreement, central banks shall be the central banks or other monetary authorities designated by the Contracting Parties.

Article 2

The Bank for International Settlements (hereinafter referred to as the Agent), acting in accordance with the agreement between the Bank for International Settlements and the Organisation for European Economic Co-operation (hereinafter referred to as the Organisation) made in pursuance of the Decision of the Council taken on 10th September, 1948, shall be the agent for compensation for the purposes of the present Agreement.

Article 3

(a) Compensations under the present Agreement shall take place monthly and in accordance with directives given by the Organisation to the Agent.

(b) The Agent shall submit monthly reports to the Organisation on the compensations completed during the month.

Article 4

a. Les compensations de première catégorie sont exécutées sans l'accord préalable des Parties Contractantes.

b. Les compensations de deuxième catégorie sont subordonnées à l'accord préalable des Parties Contractantes directement intéressées à chaque compensation de deuxième catégorie.

c. Les Parties Contractantes, bien qu'elles ne s'engagent pas à accepter les compensations de deuxième catégorie, se déclarent prêtes à coopérer pleinement en vue de faciliter la réalisation de toute proposition raisonnable présentée par l'Agent, compte tenu de toutes les circonstances relatives à ces compensations.

d. En établissant les compensations de deuxième catégorie, l'Agent s'efforcera de faciliter les compensations propres à rendre plus aisées les relations les plus critiques entre débiteur et créateur, en gardant particulièrement à l'esprit qu'il est désirable d'éviter autant que possible les règlements en or ou en devises entre les Parties Contractantes ainsi que les interruptions dans les échanges ou les paiements.

e. Aucune dispositions du présent Article ne s'oppose à ce qu'une Partie Contractante fasse connaître à l'Agent qu'elle est disposée à accepter, sans son accord préalable, tout ou partie des compensations de deuxième catégorie qui pourraient être établies par l'Agent.

Article 5

a. Dans le calcul des soldes disponibles pour les compensations d'un mois donné, l'Agent peut, à la demande de l'une des Parties Contractantes, exclure certaines catégories de soldes détenus par ladite Partie Contractante. Les catégories de soldes susceptibles d'être exclues, ainsi que la procédure à suivre pour demander leur exclusion, sont indiquées dans l'Annexe A qui fait partie intégrante du présent Accord.

b. Aucun solde exclu des compensations relatives à un mois donné conformément au paragraphe (a) du présent Article, ne doit être compris par la Partie Contractante qui a demandé cette exclusion dans des calculs concernant les règlements en or ou en devises, qui seraient exigibles par ladite Partie Contractante en vertu d'un accord de paiements conclu antérieurement à la signature du présent Accord et qui pourraient intervenir immédiatement après les compensations relatives au mois considéré.

Article 6

Chaque Partie Contractante s'engage à ne pas faire en sorte que des banques autres que les banques centrales détiennent des soldes anormaux en monnaies d'autres Parties Contractantes et en général à ne pas placer de tels soldes de façon qu'ils ne soient pas disponibles pour les compensations.

Article 7

a. Chaque fois qu'un règlement en or ou en devises devient exigible au cours d'un mois donné, en vertu d'un accord de paiements conclu entre deux Parties Contractantes antérieurement à la signature du présent Accord, ce règlement est différé jusqu'à ce que les compensations relatives à ce mois aient été effectuées.

b. Tout règlement en or ou en devises qui reste dû après les compensations relatives au mois considéré doit être alors effectué immédiatement. Tout règlement de cette nature doit être rapporté par le débiteur à l'Agent et à l'Organisation.

c. Aucune disposition du présent Article ne s'oppose à ce qu'une Partie Contractante qui est créditrice adopte des dispositions différentes en accord avec une autre Partie Contractante si, par suite de l'application du présent Article, une marge de crédit consentie par la première à la seconde se trouve dépassée de façon continue.

Article 8

a. Chaque Partie Contractante doit communiquer à l'Agent:

1. Toutes les informations nécessaires pour permettre à l'Agent de connaître exactement la nature et l'exécution de ses accords de paiements avec d'autres Parties Contractantes;

2. Un état mensuel des soldes du ou des comptes appropriés qui sont disponibles pour les compensations, ainsi que des soldes que la Partie Contractante désire exclure conformément à l'Article 5;

3. Un rapport mensuel indiquant un taux de change unique convenu avec chacune des autres Parties Contractantes et que la Partie Contractante qui établit le rapport est disposée à voir adopter pour la compensation;

4. Un état mensuel des règlements en or ou en devises effectués au cours du mois par la Partie Contractante intéressée aux autres Parties Contractantes;

Article 4

(a) First category compensations shall be applied without the previous consent of the Contracting Parties.

(b) Second category compensations shall require the previous consent of the Contracting Parties directly concerned in each second category compensation.

(c) The Contracting Parties, while not binding themselves to accept second category compensations, intend to co-operate fully in facilitating any reasonable propositions put forward to them by the Agent, having regard to all the circumstances concerning such compensations.

(d) In arranging second category compensations the Agent shall endeavour to facilitate those compensations which will ease the most difficult debtor/creditor relationships, bearing particularly in mind the desirability of avoiding so far as possible settlements between Contracting Parties in gold or foreign currencies and interruptions in trade or payments.

(e) Nothing in this Article shall prevent any Contracting Party from informing the Agent that it is prepared to accept, without its previous consent, all or any class of second category compensations which may be arranged by the Agent.

Article 5

(a) When calculating the balances available for the compensations in respect of any month, the Agent, at the request of a Contracting Party, may exclude certain types of balances owned by that Contracting Party. The types of balances which may be excluded and the procedure for requesting their exclusion are set out in Annex A which shall form an integral part of the present Agreement.

(b) No balance excluded under paragraph (a) of this Article from the compensations in respect of any month shall be included, by the Contracting Party requesting the exclusion, in the calculation for the purpose of any settlement in gold or foreign currency which would be due to that Contracting Party under a payments agreement made before the signature of the present Agreement and which might follow immediately after the compensations in respect of that month.

Article 6

Each Contracting Party undertakes not to cause abnormal balances in the currencies of other Contracting Parties to be held by banks other than central banks or otherwise to place such balances so that they will not be available for the purpose of compensations.

Article 7

(a) Whenever a gold or foreign currency settlement falls due in the course of any month, under a payments agreement between any two Contracting Parties made before the signature of the present Agreement, the settlement shall be postponed until after the compensations in respect of that month.

(b) Any settlement in gold or foreign currency which shall remain due after the compensations in respect of that month shall then be effected immediately. Any such settlement shall be reported by the debtor to the Agent and the Organisation.

(c) Nothing in the provisions of this Article shall preclude a Contracting Party which is a creditor from making different provisions by agreement with another Contracting Party, if, owing to the operation of this Article, a credit margin granted by the former to the latter is being continuously exceeded.

Article 8

(a) Each Contracting Party shall communicate to the Agent:

(i) All information necessary to enable the Agent to have a clear understanding of the nature and operation of its payments agreements with other Contracting Parties;

(ii) A monthly statement of the balances on the appropriate account or accounts available for compensations, and of the balances which the Contracting Party desires to exclude in accordance with Article 5;

(iii) A monthly report giving a single rate of exchange agreed with each other Contracting Party at which the Contracting Party reporting is prepared for compensations to take place;

(iv) A monthly statement of settlements in gold or foreign currency made by the Contracting Party to other Contracting Parties during the month;

5. Toutes les informations permettant à l'Agent de déterminer les montants en monnaies susceptibles d'être utilisés conformément au Titre II du présent Accord;

6. Toutes les autres informations que la Partie Contractante estime utiles à l'Agent pour l'accomplissement de sa tâche.

b. Dans les cas de Parties Contractantes dont les parités de change ne sont pas homogènes, les soldes et taux de change notifiés en application des sous-paragraphes 2 et 3 du paragraphe (a) du présent Article seront déterminés conformément aux dispositions de l'Annexe B qui fait partie intégrante du présent Accord.

TITRE II

Article 9

a. Toute Partie Contractante dont la balance des paiements courants pour l'année se terminant le 30 juin 1949 est estimée aux fins du présent Accord devoir être créditrice à l'égard d'une autre Partie Contractante, compte tenu des ressources existantes convenues de cette autre Partie Contractante, établit en faveur de cette dernière des droits de tirage.

b. Les montants des droits de tirage établis par chaque créateur en faveur de chaque débiteur, équivalant à la valeur en dollars des Etats-Unis des biens et des services à procurer au créateur par l'Administration de Coopération Economique des Etats-Unis, aux fins du présent Accord (appelée ci-dessous aide conditionnelle), sont indiqués dans l'Annexe C qui fait partie intégrante du présent Accord.

c. Aucun débiteur n'est tenu de rembourser à un créateur un montant quelconque correspondant à des droits de tirage établis en sa faveur par le créateur, si ce créateur a reçu de l'Administration de Coopération Economique des Etats-Unis un montant équivalent d'aide conditionnelle auquel n'est attachée aucune obligation de remboursement.

d. Dans les relations de deux quelconques des Parties Contractantes, les termes „créateur” et „débiteur” désignent, aux fins du présent Titre, celles qui apparaissent comme créatrices et débitrices vis-à-vis l'une de l'autre dans le Tableau III de l'Annexe C.

Article 10

Les droits de tirage ne sont rendus disponibles et utilisés que conformément aux dispositions du présent Accord. Les montants à rendre disponibles et à utiliser sont calculés conformément aux dispositions de l'Annexe B

Article 11

a. Sous réserve des dispositions du paragraphe (b) du présent Article, les droits de tirage sont rendus disponibles dans la monnaie de la Partie Contractante qui les rend disponibles ou, lorsqu'une autre monnaie est normalement utilisée pour les paiements entre ladite Partie Contractante et une autre Partie Contractante, dans cette autre monnaie. Chacune des Parties Contractantes fera connaître à l'Agent, le 31 octobre 1948 au plus tard, les monnaies dans lesquelles elle rendra disponibles les droits de tirage conformément au présent paragraphe.

b. Deux Parties Contractantes peuvent convenir, le 31 octobre 1948 au plus tard, que les droits de tirage établis par l'une en faveur de l'autre seront rendus disponibles dans une monnaie différente de celle dans laquelle ils auraient dû l'être en application du paragraphe (a) du présent Article. Les deux Parties Contractantes adresseront à l'Agent, le 31 octobre 1948 au plus tard, un rapport sur tout accord de cette nature.

c. Un accord conclu entre deux Parties Contractantes aux termes du paragraphe (b) du présent Article ne peut les empêcher de conclure ultérieurement un accord prévoyant que les droits de tirage établis par l'une en faveur de l'autre seront rendus disponibles, soit dans la monnaie de l'une d'entre elles, soit dans une monnaie qui, lors de l'accord ultérieur, serait normalement utilisée dans leurs paiements réciproques. Dès la conclusion de tout accord ultérieur de cette nature, les deux Parties Contractantes adresseront à l'Agent un rapport à ce sujet.

Article 12

Les montants en monnaie correspondant à des droits de tirage doivent être mis à la disposition de l'Agent aussitôt qu'il en fait la demande, sous réserve qu'une Partie Contractante ne peut être tenue de mettre à la disposition de l'Agent des montants en monnaie avant le moment où des montants équivalents d'aide conditionnelle lui sont attribués de façon ferme.

Article 13

Les demandes prévues à l'article 12 et correspondant aux droits de tirage établis en faveur d'une Partie Contractante en une

(v) Such information as will enable the Agent to ascertain the amounts of currencies which may be used in accordance with Part II of the present Agreement; and

(vi) Such further information as the Contracting Party considers may assist the Agent in his task.

(b) In the case of Contracting Parties without a unified cross-rate structure, the balances and rates of exchange reported under sub-paragraphs (ii) and (iii) of paragraph (a) of this Article, shall be determined in accordance with the provisions of Annex B which shall form an integral part of the present Agreement.

PART II

Article 9

(a) Each Contracting Party which has for the purpose of the present Agreement been estimated to be in credit with any other Contracting Party on current balance of payments for the year ending 30th June, 1949, after taking into account the agreed existing resources of that other Contracting Party, shall establish drawing rights in favour of the latter Contracting Party.

(b) The amounts of drawing rights established by each creditor in favour of each debtor, equivalent to the United States dollar value of goods and services to be provided by the United States Economic Co-operation Administration for the purposes of the present Agreement (hereinafter referred to as conditional aid) to each creditor, are shown in Annex C which shall form an integral part of the present Agreement.

(c) No debtor shall be obliged to repay to a creditor any amount in respect of drawing rights established by the creditor in its favour, if that creditor has received from the United States Economic Co-operation Administration an equivalent amount of conditional aid to which no obligation to repay is attached.

(d) For the purposes of this Part of the present Agreement „creditor” and „debtor” mean, with respect to any two Contracting Parties, those which are shown as creditor and debtor in relation to one another in Table III of Annex C.

Article 10

Drawing rights shall be made available and used only in accordance with the provisions of the present Agreement. The amount to be made available and used shall be calculated in accordance with the provisions of Annex B.

Article 11

(a) Subject to the provisions of paragraph (b) of this Article, drawing rights shall be made available in the currency of the Contracting Party making them available, or, if another currency is normally used for payments between that Contracting Party and another Contracting Party, in that other currency. Each Contracting Party shall, not later than 31st October, 1948, report to the Agent the currencies in which it will make drawing rights available in accordance with this paragraph.

(b) Any two Contracting Parties may agree, not later than 31st October, 1948, that the drawing rights established by one in favour of the other shall be made available in a currency different from the currency in which they would otherwise be made available under paragraph (a) of this Article. A report on any such agreement shall be given by the two Contracting Parties to the Agent not later than 31st October, 1948.

(c) An agreement between two Contracting Parties under paragraph (b) of this Article shall not prevent them from subsequently making an agreement that the drawing rights established by one in favour of the other shall be made available either in the currency of one of them or in a currency which, at the time of the subsequent agreement, is normally used for payments between them. Immediately after any such subsequent agreement, the two Contracting Parties shall make a report thereon to the Agent.

Article 12

Amounts of currency in respect of drawing rights shall be made available to the Agent immediately upon request by him, provided that a Contracting Party shall not be required to make amounts of currency available to the Agent earlier than the time at which equivalent amounts of conditional aid are firmly allotted to it.

Article 13

Requests under Article 12 in respect of the drawing rights established in favour of any Contracting Party in any currency

monnaie quelconque, ne peuvent être faites avant que les ressources existantes convenues de cette Partie Contractante dans ladite monnaie, telles qu'elles figurent à l'Annexe C, aient été épuisées.

Article 14

Dans les compensations prévues au présent Accord, l'Agent doit utiliser les montants en monnaies rendus disponibles en vertu du présent Titre, conformément aux dispositions suivantes:

a. 1. L'Agent est habilité à utiliser, pour un mois donné, un montant de l'une des monnaies au plus égal à la totalité de chaque déficit pour le mois considéré entre chaque débiteur et chaque créateur, dans la mesure où le reliquat des ressources existantes convenues du débiteur dans la monnaie considérée n'est pas suffisant pour couvrir ce déficit.

2. Si au cours d'un mois donné, un montant d'une telle monnaie n'est pas disponible du fait de l'application de l'article 12, tout ou partie de ce montant, lorsqu'il devient disponible, peut être utilisé par l'Agent au cours d'un mois ultérieur en plus du montant qu'il peut utiliser aux termes du sous-paragraphe 1 du présent paragraphe.

b. L'Agent peut, à la demande d'un débiteur, utiliser tout ou partie de montants d'une certaine monnaie en plus de ceux qu'il peut utiliser en vertu du paragraphe (a) du présent Article, que le débiteur lui aura notifiés, sous réserve:

1. Que toute Partie Contractante, dont le déficit mensuel vis-à-vis de la Partie Contractante qui a établi le droit de tirage en faveur du débiteur doit se trouver réduit par l'emploi de ce montant, n'ait pas de solde créateur vis-à-vis de la Partie Contractante qui a établi le droit de tirage, ou

2. Que l'accord de la Partie Contractante qui a établi le droit de tirage ait été obtenu au préalable.

c. Si, au cours d'un mois donné, le montant global d'une monnaie déterminée que l'Agent est habilité à utiliser en application du paragraphe (a) du présent Article dépasse le montant de cette monnaie disponible aux termes du présent Titre, l'Agent répartit, en principe, la dite monnaie entre les Parties Contractantes qui sont en déficit au cours du mois dans cette monnaie, proportionnellement à leurs déficits; toutefois, il peut procéder à des ajustements modérés dans cette répartition proportionnelle, en tenant compte du fait qu'il est désirable d'éviter autant que possible l'interruption des échanges et des paiements et de contribuer à éviter les règlements en or ou en devises.

Article 15

Il ne sera pas rendu disponible ni utilisé dans les compensations relatives aux neuf mois se terminant le 31 mars 1949, plus de 75 % du montant des droits de tirage établis par une Partie Contractante en faveur d'une autre Partie Contractante et figurant à l'Annexe C. Dans des cas particuliers, ce pourcentage pourra être augmenté par décision de l'Organisation.

Article 16

a. Si une Partie Contractante, soit en vertu d'un accord de paiements, soit parce qu'elle ne dispose pas d'un solde créateur dans la monnaie d'une autre Partie Contractante, a fait à cette dernière un paiement en or ou en devises exigible à partir du 1er octobre 1948, du fait qu'à l'époque du paiement les droits de tirage établis en sa faveur par cette autre Partie Contractante ne peuvent être utilisés par l'Agent en raison des dispositions des Articles 12 et 15, l'Agent, sur la demande de la Partie Contractante qui a effectué le paiement, prendra les mesures nécessaires pour permettre l'affectation de ces droits de tirage au rachat de tout ou partie des montants d'or ou de devises payés dans ces conditions, sous réserve que les dispositions des Articles 12 et 15 ne fassent plus obstacle à l'utilisation des droits de tirage.

b. La demande et les mesures prévues au paragraphe (a) du présent Article seront effectuées et appliquées au cours des compensations relatives au mois pendant lequel les dispositions des Articles 12 ou 15, selon le cas, cesseront de faire obstacle à l'utilisation des droits de tirage.

c. Le montant que l'Agent peut utiliser pour un mois donné en application du présent Article s'ajoute aux montants qu'il peut utiliser pour ce mois en application de l'Article 14.

Article 17

a. On envisage que les droits de tirage seront normalement utilisés ainsi qu'ils sont établis en vertu de l'Article 9 du présent Accord. Il devra en être tenu compte lorsqu'il s'agira de procéder aux révisions prévues aux paragraphes (b), (c) et (d) du présent Article.

shall not be made before the agreed existing resources of that Contracting Party in that currency, as set out in Annex C, have been exhausted.

Article 14

The Agent shall use amounts of currencies made available under this Part of the present Agreement in compensations under the present Agreement in accordance with the following provisions:

(a) (i) The Agent shall be entitled to use in any month an amount of any one currency up to the total of each deficit on the month between each debtor and each creditor to the extent to which the remaining amount of agreed existing resources of that debtor in that currency is not sufficient to cover that deficit.

(ii) If in any month an amount of such currency is not made available as a result of the operation of Article 12, the whole or part of that amount, when it becomes available, may be used by the Agent in any succeeding month in addition to the amount which he may use under sub-paragraph (i) of this paragraph.

(b) The Agent may, at the request of a debtor, use all or any part of amounts of a particular currency, additional to those which might be used under paragraph (a) of this Article, as the debtor may intimate to him, provided that:

(i) any Contracting Party, whose monthly deficit against the Contracting Party by which the drawing right has been established in favour of the debtor is to be reduced by the use of the amount, has no balance standing to his credit with the Contracting Party which has established the drawing right, or

(ii) the consent of the Contracting Party by which the drawing right has been established has first been obtained.

(c) If in any month the aggregate amount of any one currency which the Agent is entitled to use under sub-paragraph (a) of this Article exceeds the amount of such currency available under this Part of the present Agreement, the Agent shall, in principle, use such currency as between the Contracting Parties in deficit on the month in that currency in proportion to such deficits, but may make moderate adjustments in this proportionate distribution having regard to the desirability of creating a minimum of interruption in trade and payments and of assisting in the avoidance of gold and foreign currency settlements.

Article 15

Not more than 75 % of the amount of drawing rights established by a Contracting Party in favour of another Contracting Party as shown in Annex C shall be made available and used in compensations in respect of the nine months ending 31st March, 1949. In particular cases this percentage may be increased by decision of the Organisation.

Article 16

(a) If a Contracting Party, either under a payments agreement or because it has no available credit balance in the currency of another Contracting Party, has made a payment in gold or foreign currency falling due on or after 1st October, 1948, to that other Contracting Party because at the time of payment drawing rights established in its favour by that other Contracting Party could not be used by the Agent as a result of the operation of the provisions of Articles 12 and 15, the Agent, at the request of the Contracting Party which has made the payment, shall take the necessary steps to enable such drawing rights to be used to repurchase the whole or part of any amounts of gold or foreign currency so paid provided that the use of the drawing rights is no longer prevented as a result of the operation of the provisions of Articles 12 and 15.

(b) The request and arrangements under paragraph (a) of this Article shall be made and put into effect during the course of the compensations in respect of the month when the provisions of Articles 12 and 15, as the case may be, cease to prevent the use of the drawing rights.

(c) The amount which the Agent may use under this Article in respect of any month shall be in addition to the amounts which the Agent may use in respect of that month under Article 14.

Article 17

(a) It is contemplated that drawing rights will normally be used as established under Article 9 of the present Agreement. The procedure for revisions provided for in paragraphs (b), (c) and (d) of this Article shall be administered with this in mind.

b. Il ne sera procédé, à la demande d'une Partie Contractante, à une révision des montants et de la distribution de droits de tirage, que dans les circonstances résultant:

1. du cas de force majeure ou de catastrophe;
2. du cas où un débiteur excipe et convainc le Conseil qu'il lui a été impossible d'utiliser tout ou partie des droits de tirage qui lui ont été accordés, bien qu'il se soit raisonnablement efforcé d'y parvenir;
3. du cas où un créateur excipe et convainc le Conseil que tout ou partie des droits de tirage établis par lui en faveur d'un débiteur ne sont plus nécessaires à ce dernier pour les fins auxquelles ils ont été établis.

c. Le Conseil créera les organismes appropriés pour s'occuper des cas qui pourraient se présenter en vertu du présent Article.

d. Le Conseil décidera des recommandations à présenter à l'Administration de Coopération Economique des Etats-Unis pour la révision des montants des droits de tirage et pour leur redistribution.

TITRE III

Article 18

a. „Compensation de première catégorie” signifie une opération qui produit, pour une Partie Contractante, tout ou partie des résultats suivants:

1. Une réduction de l'un ou de plusieurs de ses soldes débiteurs en contre partie d'une réduction équivalente de l'un ou de plusieurs de ses soldes créditeurs, ou
2. La compensation, par l'utilisation de montants correspondant aux droits de tirage établis en sa faveur, de tout ou partie de son déficit du mois vis-à-vis de la Partie Contractante qui a établi les droits de tirage, ou, dans le cas de montants susceptibles d'être utilisés en application de l'Article 14a 2, la compensation de tout ou partie du déficit non couvert d'un ou de plusieurs mois antérieurs vis-à-vis de cette Partie Contractante,

étant entendu que les montants correspondant aux droits de tirage, dans la mesure où ils ne sont pas employés pour compenser des déficits en vertu du sous-paragraphe 2 du présent paragraphe, sont traités aux fins du sous-paragraphe 1 comme s'il s'agissait de soldes créditeurs.

b. „Compensation de deuxième catégorie” signifie toute opération, autre que celles qui sont visées au paragraphe (a) du présent Article, qui a pour résultat l'augmentation d'un solde ou l'apparition d'un solde nouveau, par rapport à la position telle qu'elle se présentait avant l'opération.

Article 19

Si une Partie Contractante, en communiquant une information à l'Agent aux fins du présent Accord, lui notifie qu'elle désire que cette information soit considérée comme confidentielle, parce qu'elle ne l'a pas rendue publique, l'Agent doit tenir dûment compte de cette notification lorsqu'il fait usage de l'information en question.

Article 20

a. Toute compensation qui implique l'utilisation du solde d'un compte tenu par les banques centrales du Portugal ou de la Suisse, ou à leur nom, nécessite l'accord préalable du Portugal ou de la Suisse, ainsi que du créateur ou débiteur correspondant.

b. Sous réserve de l'approbation du Conseil, le Gouvernement du Portugal ou le Gouvernement de la Suisse peuvent, à tout moment, décider d'accepter sans leur accord préalable toutes les compensations de première catégorie. Dès cette approbation, les dispositions du paragraphe (a) du présent Article cesseront de s'appliquer au Portugal ou à la Suisse, suivant le cas, ainsi qu'à leurs créateurs ou débiteurs respectifs.

c. Le titre II du présent Accord ne s'applique ni au Portugal, ni à la Suisse.

Article 21

Si un accord spécial est conclu entre une Partie Contractante et l'Administration de Coopération Economique des Etats-Unis, concernant le prêt de dollars des Etats-Unis à cette Partie Contractante aux fins du présent Accord, le Titre II du présent Accord s'appliquera à cette Partie Contractante aux conditions, relatives à son application aux fins du présent Accord, qui pourront être proposées par cette Partie Contractante en accord avec l'Administration de Coopération Economique des Etats-Unis et approuvées par le Conseil. Dès leur approbation par le Conseil, ces conditions seront communiquées à l'Agent par les soins du Secrétaire général.

(b) Revision of the amounts and distribution of drawing rights shall take place, at the request of a Contracting Party, only in circumstances resulting from:

- (i) force majeure or catastrophe;
- (ii) a situation in which a debtor maintains and satisfies the Council that it has been unable to use the whole or any part of its drawing rights although it has made all reasonable efforts to do so; or
- (iii) a situation in which a creditor maintains and satisfies the Council that the whole or any part of drawing rights established by it are no longer required by a debtor for the purposes for which they were established.

(c) The Council shall establish appropriate bodies to deal with cases arising under this Article.

(d) The Council shall decide what recommendations for revision of the amounts of and for the redistribution of drawing rights should be made to the United States Economic Co-operation Administration.

PART III

Article 18

(a) „First category compensation” means an operation which produces for any Contracting Party all or any of the following results:

- (i) a decrease in one or more debit balances against an equivalent decrease in one or more credit balances, or
- (ii) the off-setting, by the use of amounts in respect of drawing rights established in its favour, of the whole or part of its deficit for the month with the Contracting Party by which the drawing rights have been established, or, in the case of amounts which may be used under Article 14 (a) (ii), the off-setting of the whole or part of a deficit with that Contracting Party remaining uncovered from a previous month or months,

provided that amounts in respect of drawing rights shall, to the extent to which they are not used to off-set deficits under subparagraph (ii) of this paragraph, be treated for the purposes of sub-paragraph (i) as if they were credit balances.

(b) „Second category compensation” means any operation, other than one included under paragraph (a) of this Article, which results in the increase of a balance or the formation of a new balance in comparison with the position before the operation.

Article 19

If a Contracting Party in placing information at the disposal of the Agent for the purposes of the present Agreement intimates that it desires the information to be treated as confidential, because the information has not been published by it, the Agent shall have due regard to the intimation in making use of the information.

Article 20

(a) Any compensation which requires the use of the balance of any account kept by or in the name of the central bank of Portugal or Switzerland shall be subject to the previous consent of Portugal or Switzerland and the respective creditor or debtor.

(b) Subject to approval by the Council, the Government of Portugal or the Government of Switzerland may, at any time, decide to accept without their previous consent all first category compensations. Upon such approval, the provisions of paragraph (a) of this Article shall cease to apply to Portugal or to Switzerland, as the case may be, and to their respective creditors and debtors.

(c) Part II of the present Agreement shall not apply to Portugal or to Switzerland.

Article 21

If a special Agreement is made between any Contracting Party and the United States Economic Co-operation Administration with respect to the loan of United States dollars to any such Contracting Party for the purposes of the present Agreement, Part II of the present Agreement shall operate in relation to that Contracting Party upon such conditions regarding its application for the purposes of the present Agreement as may be proposed by that Contracting Party in agreement with the United States Economic Co-operation Administration and approved by the Council. The conditions will, upon approval by the Council be communicated by the Secretary-General to the Agent.

Article 22

a. La surveillance de l'application du présent Accord incombe à l'Organisation.

b. Si une question se pose à propos de l'interprétation ou de l'application du présent Accord, elle peut être portée par toute Partie Contractante devant le Conseil qui peut prendre des décisions à ce sujet.

Article 23

a. Le présent Accord sera ratifié.

b. Les instruments de ratification seront déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation qui notifiera chaque dépôt à tous les signataires.

c. Le présent Accord entrera en vigueur dès le dépôt des instruments de ratification par tous les signataires.

Article 24

a. Les droits de tirage non utilisés avant l'expiration du présent Accord ne seront pas annulés. Ils demeureront à la disposition des Parties Contractantes en faveur desquelles ils ont été établis, dans des conditions qui ne pourront être moins favorables que celles dont ces dernières bénéficiaient à l'origine.

b. La méthode exacte suivant laquelle ces droits de tirage non utilisés seront employés au cours de la période suivant l'expiration de l'Accord fera l'objet de discussions par l'Organisation en temps opportun.

Article 25

a. A l'exception de l'Article 24, le présent Accord demeurera en vigueur jusqu'à l'achèvement des compensations se rapportant au mois de juin 1949; le présent Accord pourra demeurer en vigueur ultérieurement à telles conditions dont les Parties Contractantes pourront convenir. L'Article 24 demeurera en vigueur jusqu'à ce que les droits de tirage inutilisés aient été définitivement épuisés.

b. Le 1er mai 1949 au plus tard les Parties Contractantes, agissant par l'intermédiaire de l'Organisation, examineront comment le présent Accord aura fonctionné et s'il y a lieu de le maintenir en vigueur.

c. S'il apparaît que le présent Accord ne doit vraisemblablement pas demeurer en vigueur, les Parties Contractantes, à la demande de l'une d'elles, chargeront un ou plusieurs Comités de préparer des recommandations sur les dispositions qui pourraient être nécessaires pour éviter,

1. des interruptions dans les échanges ou les paiements,
2. des paiements en or ou en devises,
3. l'impossibilité d'effectuer des rachats d'or ou de devises qui, autrement, auraient été possibles en vertu des dispositions du présent accord,
4. d'autres conséquences analogues, qui pourraient se produire dans un délai raisonnable à compter de l'expiration du présent Accord, par suite de modifications de soldes, résultant de compensations effectuées conformément au présent Accord.

Article 26

Le présent Accord met fin au premier Accord de Compensation Monétaire Multilatérale signé à Paris le 18 novembre 1947, à compter de l'achèvement des compensations correspondant au mois de septembre 1948.

ANNEXE A

SOLDES EXCLUS DE LA COMPENSATION

I. Peuvent être exclus de la compensation en vertu de l'Article 5 du présent Accord, les soldes suivants:

a. Les fonds de roulement qui entrent normalement dans l'une ou l'autre des catégories suivantes;

1. Fonds de roulement normaux des banques centrales, c'est-à-dire fonds suffisants pour couvrir les ordres de paiements en cours et maintenir des relations bancaires normales,
2. Soldes destinés à garantir des découverts résultant d'opérations de change à terme,
3. Soldes destinés à servir de couverture aux crédits bancaires devant venir à échéance dans un court délai.

b. Les soldes représentant le produit d'opérations en capital effectuées expressément en vue du financement de dépenses de capital spécifiques.

Article 22

(a) The supervision of the operation of the present Agreement shall be undertaken by the Organisation.

(b) Should any question arise concerning the interpretation or the application of the present Agreement, it may be referred by any Contracting Party to the Council which may take decisions on the question.

Article 23

(a) The present Agreement shall be ratified.

(b) The instruments of ratification shall be deposited with the Secretary-General of the Organisation who will notify each deposit to all the signatories.

(c) The present Agreement shall come into force upon the deposit of instruments of ratification by all the signatories.

Article 24

(a) Drawing rights not used before the termination of the present Agreement shall not be cancelled. They will remain at the disposal of the Contracting Parties in whose favour they have been established under no less favourable terms than those originally enjoyed.

(b) The precise method by which such unused drawing rights shall be disposed of in the period subsequent to the termination of the Agreement shall be the subject of discussion by the Organisation at the appropriate time.

Article 25

(a) With the exception of Article 24, the present Agreement shall remain in force until the completion of the compensations in respect of the month of June, 1949, and the present Agreement may be continued in force thereafter on such terms as the Contracting Parties may agree. Article 24 shall remain in force until the unused drawing rights have been finally disposed of.

(b) Not later than 1st May, 1949, the Contracting Parties, acting through the Organisation, shall consider how the present Agreement has worked and whether it shall be continued.

(c) If it becomes apparent that the present Agreement is not likely to be continued in force, the Contracting Parties shall, at the request of any Contracting Party, entrust a Committee or Committees with the preparation of recommendations as to the provisions which may be required to avoid,

- (i) interruptions in trade or payments,
- (ii) payments of gold or foreign currency,
- (iii) the prevention of repurchase of gold or foreign currency which would otherwise have been possible under the provisions of the present Agreement, or
- (iv) other similar possible consequences, which may arise, within a reasonable time from the termination of the present Agreement, as a result of changes in balances caused by compensations made under the present Agreement.

Article 26

The present Agreement terminates the First Agreement for Multilateral Monetary Compensation signed in Paris on 18th November, 1947, as from the completion of the compensations in respect of the month of September, 1948.

ANNEX A

EXCLUDED BALANCES

I. The following balances may be excluded from compensations under Article 5 of the present Agreement:

(a) Working balances, which will normally fall under one or more of the following heads;

- (i) normal central banking balances (fonds de roulement), that is to say, sufficient funds to cover outstanding payment orders and to maintain normal banking relationships,
- (ii) balances held as cover for oversold forward exchange positions, or
- (iii) balances held as cover for banking credits due to mature within a short period.

(b) Balances representing the proceeds of capital transactions expressly undertaken for the financing of specific capital expenditure.

c. Soldes ne découlant pas d'accords de paiements ou de transactions commerciales courantes et qui sont librement convertibles en or ou en dollars des Etats-Unis.

d. Les autres soldes qui, en raison de dispositions spéciales figurant dans des accords de paiements en vigueur à la date de la signature du présent Accord, représentent le produit de certaines exportations affectées à des services de dettes ou à l'exécution d'autres obligations contractuelles.

e. Dans le cas de la Grèce et de la Turquie, en raison de la structure essentiellement agricole de l'économie de ces pays, une proportion raisonnable de leurs soldes en monnaies d'autres Parties Contractantes avec lesquelles ces pays n'ont pas conclu d'accords de paiements leur octroyant des marges de crédit, étant entendu que ces soldes seront utilisés, dans l'année qui suivra la date où ils ont été exclus pour la première fois, à des paiements d'importations en provenance des pays dans lesquels ces soldes sont détenus.

II. a. Toute Partie Contractante demandant l'exclusion d'un soide déteu pour elle, en application de l'une des dispositions ci-dessus de cette Annexe, devra indiquer à l'Agent sous quelle rubrique elle désire demander cette exclusion et fournir des informations suffisamment détaillées à ce sujet.

b. Si l'Agent estime que les informations fournies au sujet de l'exclusion demandée ne le satisfont pas, il peut demander un complément d'informations.

c. S'il ne s'estime pas satisfait par ce complément d'informations, l'Agent doit présenter à l'Organisation un rapport à ce sujet et adresser un exemplaire du rapport à la Partie Contractante de qui émane la demande.

ANNEXE B

I. La procédure suivante doit être appliquée pour la détermination des soldes et des taux de change en vue des rapports visés à l'Article 3 et qui doivent être établis par les Parties Contractantes qui n'ont pas de parités de change homogènes.

a. Les soldes débiteurs et créditeurs dans la monnaie d'une Partie Contractante qui n'a pas de parités de change homogènes vis-à-vis des Parties Contractantes qui ont des parités de change homogènes sont communiqués à l'Agent dans les monnaies de ces dernières, après avoir été calculés en appliquant un taux de change convenu entre les deux Parties Contractantes intéressées. Le taux de change ainsi convenu devrait être celui qui est réellement utilisé pour les opérations courantes entre ces Parties. Si les taux sont variables, ou s'il y a plus d'un taux, le taux convenu devrait être établi d'après la moyenne pondérée de ces taux.

b. Les soldes débiteurs et créditeurs entre deux Parties Contractantes qui n'ont pas de parités de change homogènes, à moins qu'ils ne soient exprimés dans la monnaie d'une Partie Contractante qui a des parités de change homogènes sont communiqués à l'Agent dans l'unité de compte utilisée par lui pour les compensations, après avoir été calculés à un taux de change convenu entre les deux Parties Contractantes.

c. La Partie Contractante fait également connaître à l'Agent la méthode de calcul des soldes qu'elle communique, ainsi que les données nécessaires pour faire apparaître la manière dont les taux de change ont été déterminés en vue du calcul.

II. La procédure suivante doit être utilisée pour le calcul des déficits mensuels et pour la détermination des montants correspondant aux droits de tirage qui doivent être rendus disponibles et utilisés chaque mois.

a. L'Agent détermine les soldes nets entre les Parties Contractantes et convertit ces soldes nets dans l'unité de compte sur la base des taux qui lui ont été communiqués. L'Agent est alors en mesure de déterminer dans l'unité de compte les déficits et excédents mensuels, ainsi que les montants de droits de tirage à rendre disponibles et à utiliser chaque mois.

b. Au cas où le taux de change de la monnaie d'une Partie Contractante est modifié, les Parties Contractantes intéressées communiquent à l'Agent les soldes existant entre elles à la clôture, la veille de la modification de parité, ainsi que le détail des ajustements opérés en application des clauses de garantie de change. Les Parties Contractantes intéressées adressent également à l'Agent, conformément aux dispositions de l'article 3, (a.) 3. de l'Accord, un rapport faisant apparaître les nouveaux taux de change.

Ces informations permettent à l'Agent de tenir compte des modifications de taux de change dans le calcul des déficits et excédents mensuels, ainsi que des montants de droits de tirage à rendre disponibles.

III. En vue de l'exécution des compensations relatives à un mois donné, y compris l'utilisation des montants correspondant aux

(c) Balances not arising under a payments agreement or from current trade transactions and which are freely convertible into gold or United States dollars.

(d) Other balances which, owing to special provisions in payments agreements in force at the date of signature of the present Agreement, represent the proceeds of certain exports earmarked for debt services or other contractual obligations.

(e) In the case of Greece and Turkey, in view of the essentially agricultural structure of their economies, a reasonable proportion of their balances in the currencies of other Contracting Parties with which they have no payments agreements providing for credit margins in their favour, it being understood that these balances would be used, during the year following the date of their first exclusion, to pay for imports from the countries in which the balances are held.

II. (a) Each Contracting Party requesting the exclusion, under any of the foregoing provisions of this Annex, of a balance owned by it shall state to the Agent the provisions of this Annex under which each reservation is requested and give information as to the facts in reasonable detail.

(b) If the Agent is unable to satisfy himself with regard to the requested exclusion from the information given him, he may seek further information.

(c) If he remains unsatisfied, he shall make a report on the matter to the Organisation and shall furnish a copy of such report to the Contracting Party making the request.

ANNEX B

I. The following procedure shall be used in determining the balances and rates of exchange for the purpose of reports under Article 3 by Contracting Parties without a unified cross-rate structure:

(a) Debit and credit balances in the currency of any Contracting Party without a unified cross-rate structure in relation to Contracting Parties having a unified cross-rate structure shall be reported to the Agent in the currency of the latter Contracting Parties, after having been calculated at a rate of exchange to be fixed by agreement between the two Contracting Parties concerned. The rate of exchange so agreed should be that effectively in use for current operations between them. If there are variable rates, or more than one rate, the rate agreed should be based on the weighted average of those rates.

(b) The debit and credit balances between each pair of Contracting Parties not having a unified cross-rate structure, unless expressed in the currency of a Contracting Party having a unified cross-rate structure, shall be reported to the Agent in the money of account used for compensations by him, after having been calculated at a rate of exchange agreed between the two Contracting Parties.

(c) The Contracting Party shall also report to the Agent the method of calculation of the reported balances including the data necessary to show how the rates of exchange have been determined for the purpose of their calculation.

II. The following procedure shall be used for the purpose of calculating monthly deficits and of determining the amounts in respect of drawing rights to be made available and used in each month:

(a) The Agent shall establish the net balances existing between Contracting Parties and shall convert such net balances into the money of account on the basis of the rates already reported to him. The Agent will then be able to ascertain, in the money of account, the monthly deficits and surpluses and the amounts of drawing rights to be made available and used in each month.

(b) In the event of the rate of exchange of the currency of any Contracting Party changing, the Contracting Parties concerned shall advise the Agent of the balances held between them as at the close of business on the day preceding the change and give details of any adjusting payments which may have been made in accordance with the terms of exchange guarantees. The Contracting Parties concerned shall also forward to the Agent a report in accordance with the terms of Article 3 (a) (iii) of the Agreement giving the new agreed rate of exchange.

This information will enable the Agent to make allowance for the change in the rate of exchange when calculating the monthly deficits and surpluses and also the amount of drawing rights to be made available.

III. In order to give effect to the compensations in respect of any month, including the use of amounts in respect of drawing

Goedkeuring van het op 16 October 1948 te Parijs ondertekende verdrag inzake intra-Europese betalingen en compensaties

droits de tirage, les chiffres notifiés par l'Agent aux Parties Contractantes, dans la monnaie des Parties Contractantes qui ont des parités de change homogènes ou en monnaie de compte, sont convertis par les Parties Contractantes, si cela est nécessaire, dans les monnaies des Parties Contractantes, qui n'ont pas de parités de change homogènes, sur la base des taux convenus conformément au paragraphe I de la présente Annexe.

rights, the figures notified by the Agent to the Contracting Parties in the currency of Contracting Parties having a unified cross-rate structure or in the money of account shall be converted by the Contracting Parties, if necessary, in the currencies of Contracting Parties without a unified cross-rate structure on the basis of the rates agreed in accordance with paragraph I of this Annex.

ANNEXE C

TABLEAU I

RESSOURCES EXISTANTES CONVENUES

Le tableau suivant indique les montants des ressources existantes convenues mentionnées à l'article 13 du présent Accord.

ANNEX C

TABLE I

AGREED EXISTING RESOURCES

The following table sets out the amounts of the agreed existing resources referred to in Article 13 of the present Agreement.

Parties contractantes. Contracting Parties	Montant des ressources existantes convenues. Amount of the agreed existing resources. (Figures in millions.)	Parties contractantes dans la monnaie desquelles les ressources existantes convenues sont détenues. Contracting Parties in whose currency the agreed existing resources are held.	Equivalents en dollars des montants des ressources existantes convenues calculés avant la signature du présent Accord (en millions). Dollar equivalent of the amounts of agreed existing resources, calculated prior to the signature of the present Agreement. (Figures in millions.)
Grèce	3.23 £ sterling	Royaume-Uni United Kingdom	13
Greece			
Italie	11.16 £ sterling	Royaume-Uni United Kingdom	45
Italy			
Bizone	Couronnes suédoises 35.22	Suède Sweden	9,8
Bizone	Swedish crowns		
Total	14.39 £ sterling		58
Total	Couronnes suédoises 35.22 Swedish crowns		9,8
Total général ..			67,8
Grand total ..			

TABLEAU II

DROITS DE TIRAGE

a. La colonne 2 du tableau indique le montant total des droits de tirage établis en vertu de l'Article 9 du présent Accord par chacune des Parties Contractantes dont la balance des paiements courants pour l'année se terminant le 30 juin 1949 est estimée devoir être créditrice à l'égard d'une autre Partie Contractante, compte tenu des ressources existantes convenues de cette autre Partie Contractante.

b. La colonne 3 indique le montant total correspondant des droits de tirage établis en faveur de chacune des Parties Contractantes.
c. Les montants figurant dans le présent tableau et dans le tableau III feront l'objet d'ajustements dans les conditions ci-après:

1. Du montant des droits de tirage respectifs accordés par l'une quelconque des Parties Contractantes sera déduit le montant des attributions anticipées autorisées pour le 3e trimestre de 1948 par l'Administration de Coopération Economique des Etats-Unis, en vertu de la Loi de Coopération Economique de 1948, pour le paiement de produits vendus par ladite Partie Contractante à toute autre Partie Contractante;

TABLE II

DRAWING RIGHTS

(a) Column 2 of the table sets out the total amount of drawing rights established under Article 9 of the present Agreement by each Contracting Party which has been estimated to be in credit with any other Contracting Party on current balance of payments for the year ending 30th June, 1949, after taking into account the agreed existing resources of that other Contracting Party.

(b) Column 3 sets out the corresponding total amount of drawing rights established in favour of each Contracting Party.
(c) The amounts specified in this table and in table III are subject to adjustment as follows:

(i) From the amount of the respective drawing rights established by any Contracting Party there shall be deducted the amount of the advance allotments authorised in respect of the third quarter of 1948 by the United States Economic Co-operation Administration under the Economic Co-operation Act of 1948 for the payment for commodities sold by that Contracting Party to any other Contracting Party;

2. Du montant des droits de tirage respectifs établis en faveur de l'une quelconque des Parties Contractantes sera déduit le montant desdites attributions anticipées autorisées pour le 3e trimestre de 1948 pour le paiement des produits achetés par ladite Partie Contractante à toute autre Partie Contractante.

Le Secrétaire général de l'Organisation demandera à l'Administration de Coopération Economique des Etats-Unis de lui faire connaître les montants des attributions anticipées mentionnées aux sous-paragraphes 1 et 2 du présent paragraphe. Le Secrétaire général soumettra à l'approbation du Conseil les montants ajustés conformément aux sous-paragraphes 1 et 2 du présent paragraphe. Dès l'approbation du Conseil, lesdits montants seront substitués aux montants correspondants indiqués au présent tableau et au tableau III et seront communiqués par le Secrétaire général à l'Agent au plus tard le 31 octobre 1948.

d. Sous réserve de l'approbation de l'Administration de Coopération Economique des Etats-Unis et du Conseil, les montants respectifs des droits de tirage pourront faire l'objet d'ajustements ultérieurs à concurrence de toute attribution anticipée qu'une Partie Contractante n'aurait pas été à même d'utiliser. Le Gouvernement de la Turquie, tout en approuvant les termes du présent Accord, réserve sa position quant à l'exactitude des chiffres relatifs à la Turquie figurant dans l'Annexe C et fera dans le plus bref délai tous efforts possibles, sous l'égide de l'Organisation, pour parvenir à un accord avec les pays intéressés en ce qui concerne l'ajustement de ces chiffres.

(ii) From the amount of the respective drawing rights established in favour of any Contracting Party there shall be deducted the amount of such advance allotments authorised in respect of the third quarter of 1948 for the payment for commodities purchased by that Contracting Party from any other Contracting Party.

The Secretary-General of the Organisation will ask the United States Economic Co-operation Administration to inform him of the amounts of the advance allotments mentioned in sub-paragraphs (i) and (ii) of this paragraph. The Secretary-General will submit to the Council for approval the amounts adjusted in accordance with sub-paragraphs (i) and (ii) of this paragraph. Upon approval by the Council, these amounts shall be substituted for the corresponding amounts shown in this table and in table III and shall be forwarded by the Secretary-General to the Agent not later than 31st October, 1948.

(d) Subject to approval by the United States Economic Co-operation Administration and by the Council, the respective amounts of drawing rights may be further adjusted to the extent to which a Contracting Party has been unable to use any advance allotment. The Government of Turkey, while approving the terms of the present Agreement, reserves its position as to the accuracy of the figures shown in the Annex C relating to Turkey and will, as soon as possible, make every effort, under the aegis of the Organisation, to reach agreement with the countries concerned on the adjustment of these figures.

TABLEAU II

DROITS DE TIRAGE

TABLE II

DRAWING RIGHTS

Colonne 1. Column 1. — Parties Contractantes. Contracting Parties.	Colonne 2. Column 2. — Montants totaux des droits de tirage établis par les Parties Contractantes désignées dans la colonne 1 en faveur d'autres Parties Contractantes. Total amounts of drawing rights established by the Contracting Parties named in column 1 in favour of other Contracting Parties.	Colonne 3. Column 3. — Montants totaux des droits de tirage établis en faveur des Parties Contractantes désignées dans la colonne 1 par d'autres Parties Contractantes. Total amount of drawing rights established in favour of the Contracting Parties named in column 1 by the other Contracting Parties.
	Equivalent en dollars des Etats-Unis. (en millions.) Equivalent in United States Dollars. (figures in millions.)	Equivalent en dollars des Etats-Unis. (En millions.) Equivalent in United States Dollars. (figures in millions.)
Autriche	3,1	66,6
Austria		
Belgique-Luxembourg	218,5	11,0
Belgium-Luxembourg		
Danemark	5,1	11,9
Denmark		
France	9,7	333
France		
Grèce	—	66,8
Greece		
Italie	47,3	27
Italy		
Pays-Bas	11,3	83
Netherlands		
Norvège	16,5	48,3
Norway		
Suède	34,8	9,8
Sweden		
Turquie	28,5	8,8
Turkey		
Royaume-Uni	312	30
United Kingdom		
Bizone	108,8	98,6
Bizone		
Z.F.O.A.	14,8	15,6
French Zone		
	810,4	810,4

Note: Les chiffres inscrits pour le Royaume-Uni comprennent également les Pays (Irlande et Islande inclus) englobés dans la zone sterling, c'est-à-dire les „Scheduled Territories” au sens de la législation anglaise du contrôle des changes.

Note: The figures inserted for the United Kingdom cover also the countries (including Iceland and Ireland) which comprise the sterling area, that is to say the „Scheduled Territories” as defined for exchange control purposes in United Kingdom legislation.

Goedkeuring van het op 16 October 1948 te Parijs ondertekende verdrag inzake intra-Europese betalingen en compensaties

TABLEAU III

DETAIL DES DROITS DE TIRAGE

a. Le tableau suivant indique la répartition détaillée des montants des droits de tirage indiqués au Tableau II entre les Parties Contractantes prises deux à deux.

b. Il fait également apparaître les Parties Contractantes qui, aux fins du Titre II du présent Accord sont créditrices et débitrices l'une de l'autre, comme le montrent les chiffres figurant dans les lignes en regard de leur nom et dans les colonnes en-dessous de leur nom.

Tous les chiffres sont indiqués en millions de dollars.

TABLE III

DETAILS OF DRAWING RIGHTS

(a) The following table sets out in detail the distribution as between each pair of Contracting Parties of the amounts of drawing rights set out in Table II.

(b) It also shows the pairs of Contracting Parties which are, for the purpose of Part II of the present Agreement, creditors and debtors in relation to one another, as indicated by the figures in the lines opposite and columns under their names.

All figures in millions of dollars.

Parties contractantes qui établissent les montants des droits de tirage indiqués (crédateurs). Contracting parties by which amounts of drawing rights shown are established (creditors).	Parties contractantes en faveur desquelles sont établis les montants des droits de tirage indiqués. (Débiteurs). Contracting parties in favour of which amounts of drawing rights shown are established. (Debtors)													Montants totaux des droits de tirage établis par les Parties Contractantes, Total amount of drawing rights established by contracting parties.
	Autriche. Austria.	Belgique, Luxemb. Belgium, Luxemb.	Danemark. Denmark.	France. France.	Grèce. Greece.	Italie. Italy.	Pays-Bas. Netherlands.	Norvège. Norway.	Suède. Sweden.	Turquie. Turkey.	Royaume-Uni. United Kingdom.	Bizone. Bizon.	Z.F.O.A. French Zone.	
Autriche	—	—	—	—	0,4	2,0	—	—	0,7	—	—	—	—	3,1
Austria	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Belgique-Luxembourg	4,5	—	6,5	40,0	13,0	—	72,5	23,0	6,0	2,0	30,0	17,0	4,0	218,5
Belgium-Luxembourg	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Danemark	0,1	—	—	—	2,0	—	—	—	3,0	—	—	—	—	5,1
Denmark	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
France	2,0	—	2,7	—	5,0	—	—	—	—	—	—	—	—	9,7
France	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Grèce	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Greece	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Italie	—	11,0	—	11,0	7,0	—	—	0,5	0,1	5,0	—	10,1	2,6	47,3
Italy	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Pays-Bas	1,0	—	—	—	5,0	—	—	2,5	—	0,8	—	—	2,0	11,3
Netherlands	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Norvège	1,5	—	—	5,0	2,0	—	—	—	—	—	—	8,0	—	16,5
Norway	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Suède	—	—	—	—	5,0	—	2,0	21,8	—	1,0	—	5,0	—	34,8
Sweden	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Turquie	—	—	1,5	—	13,0	—	—	0,5	—	—	—	12,0	1,5	28,5
Turkey	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Royaume-Uni	25,0	—	—	200,0	10,0	25,0	—	—	—	—	—	46,5	5,5	312,0
United Kingdom	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Bizone	32,0	—	1,0	63,0	4,3	—	8,5	—	—	—	—	—	—	108,8
Bizon	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Z.F.O.A.	0,5	—	0,2	14,0	0,1	—	—	—	—	—	—	—	—	14,8
French Zone	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Montants totaux des droits de tirage établis en faveur des parties contractantes	66,6	11,0	11,9	333,0	66,8	27,0	83,0	48,3	9,8	8,8	30,0	98,6	15,6	810,4
Total amounts of drawing rights established in favour of contracting parties	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

Note: — (1) Le montant des droits de tirage indiqué ci-dessus sont basés pour partie sur les estimations par la Bizone de ses exportations de charbon. Si ces chiffres se trouvent modifiés durant l'année finissant le 30 octobre 1948 des ajustements pourront devenir nécessaires comme il ressort du paragraphe 7 de la décision du Conseil en date du 11 septembre 1948 portant attribution d'aide directe et répartition des contributions et des droits de tirage (Doc. no. C [48] 158).

Note: — (2) Les chiffres inscrits pour le Royaume-Uni englobent également les pays (Irlande et Islande inclus) compris dans la zone sterling, c'est-à-dire les „Scheduled Territories”, au sens de la législation anglaise du contrôle des changes.

Note: — (1) The above amounts of drawing rights are based in part on estimates by the Bizone of coal exports.

If these figures are altered during the year ending 30th October, 1948, adjustments may be necessary as outlined in paragraph 7 of the Council Decision on 11th September, 1948, on the division of direct aid and redistribution of Contributions and drawing rights (Doc. No. C [48] 158).

Note: — (2) The figures inserted for the United Kingdom cover also the countries (including Iceland and Ireland) which comprise the sterling area, that is to say, the „Scheduled Territories” as defined for exchange control purposes in United Kingdom legislation.

En foi de quoi les Plénipotentiaires soussignés, dûment habilités, ont apposé leurs signatures au bas du présent Accord.

Fait à Paris, le seize octobre mil neuf cent quarante-huit, en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un exemplaire unique qui restera déposé auprès du Secrétaire général de l'Organisation Européenne de Coopération Economique, qui en communiquera copie certifiée conforme à tous les signataires.

In Witness Whereof, the undersigned Plenipotentiaries, duly empowered, have appended their signatures to the present Agreement.

Done in Paris this sixteenth day of October, Nineteen Hundred and Forty Eight, in the English and French languages, both texts being equally authentic, in a single copy which shall remain deposited with the Secretary-General of the Organisation for European Economic Co-operation by which certified copies shall be communicated to all the signatories.

Pour l'Autriche:

For Austria:

KARL GRUBER

Pour la Belgique:

For Belgium:

PAUL-HENRY SPAAK

Pour le Danemark:

For Denmark:

GUSTAV RASMUSSEN

Pour la France:

For France:

ROBERT SCHUMAN

Pour la Grèce:

For Greece:

CONSTANTIN TSALDARIS

L'Irlande n'ayant pas conclu d'Accords de Paiements avec d'autres pays, et faisant partie de la zone sterling, les dispositions du présent Accord n'exigent de sa part aucune mesure spéciale et le présent Accord est signé au nom de l'Irlande sous cette réserve qu'il est entendu que le fonctionnement dudit Accord ne modifiera en rien les arrangements existants qui régissent les paiements entre elle et les autres Parties Contractantes.

As Ireland has no payments agreements with other countries and is a member of the sterling area the provisions of the present Agreement require no specific action by her and signature of the present Agreement on her behalf is subject to the understanding that its operation will not modify the existing arrangements governing payments between her and the other Contracting Parties.

Pour l'Irlande:

For Ireland:

SEAN MCBRIDE

Pour l'Islande:

For Iceland:

PETUR BENEDIKTSSON

Pour l'Italie

For Italy:

PIETRO CAMPILLI

Pour le Luxembourg:

For Luxembourg:

JOSEF BECH

Pour la Norvège:

For Norway:

BROFOSS

Pour les Pays-Bas:

For the Netherlands:

D. U. STIKKER

Pour le Portugal:

For Portugal:

MARCELLO MATHIAS

Pour le Royaume-Uni:

For the United Kingdom:

STAFFORD CRIPPS

Pour la Suède:

For Sweden:

OSTEN UNDEN

Pour la Suisse:

For Switzerland:

CARL J. BURCKHARDT

Pour la Turquie:

For Turkey:

Ad referendum

NUMAN MENEMENCIOGLU

Pour la Zone Française d'Occupation en Allemagne:

For the French Zone of Occupation of Germany:

RENE LARRE

Pour les Zones d'Occupation en Allemagne du Royaume-Uni et des
Etats-Unis d'Amérique:

For the United Kingdom And United States Zones of Occupation
of Germany:

CECIL WEIR

WILKINSON

Pour la Zone Anglo-Américaine du Territoire Libre de Trieste:

For the British-United States Zone of the Free Territory of Trieste:

IVAN WHITE

**PROTOCOLE D'APPLICATION PROVISOIRE DE L'ACCORD
DE PAIEMENTS ET DE COMPENSATIONS ENTRE LES PAYS
EUROPEENS**

Les Signataires de l'Accord de Paiements et de Compensations entre les Pays Européens (appelé ci-dessous l'Accord) signé ce jour:

Désirant donner immédiatement effet à l'Accord, à titre provisoire;

Sont convenus de ce qui suit:

1. Les Parties au présent Protocole appliqueront à titre provisoire les dispositions de l'Accord, comme si l'Accord avait produit ses effets à compter du 1er octobre 1948.

2. Le présent Protocole entrera en vigueur à dater de ce jour et demeurera en vigueur jusqu'à l'entrée en vigueur de l'Accord.

3. a. Toute Partie au présent Protocole peut s'en retirer en donnant par écrit un préavis de retrait d'au moins trois mois au Secrétaire général de l'Organisation Européenne de Coopération Economique (appelé ci-dessous le Secrétaire général).

b. Trois mois après la date à laquelle ce préavis est donné, ou à telle date ultérieure qui pourra être fixée dans ce préavis, la Partie de qui il émane cessera d'être Partie au présent Protocole.
c. Le Secrétaire général informera immédiatement toutes les Parties au présent Protocole, ainsi que l'Agent, de tout préavis donné en vertu du présent paragraphe.

4. Si un préavis de retrait est donné en vertu du paragraphe 3, les Parties au présent Protocole, agissant par l'intermédiaire de l'Organisation, chargeront un ou plusieurs Comités, à la demande d'une des Parties, de préparer des recommandations sur les dispositions qui pourraient être nécessaires afin d'éviter,

1. des interruptions dans les échanges ou les paiements,
2. des paiements en or ou en devises,
3. l'impossibilité d'effectuer des rachats d'or ou de devises qui, autrement, auraient été possibles en vertu des dispositions de l'Accord, ou

4. d'autres conséquences analogues, qui pourraient se produire dans un délai raisonnable à compter de la date à laquelle le préavis de retrait prendra effet, par suite de modifications de soldes résultant de compensations effectuées conformément à l'Accord. Le ou les Comités examineront également la position des droits de tirage qui pourraient demeurer inutilisés à la date à laquelle le préavis de retrait prendra effet.

En foi de quoi les Plénipotentiaires soussignés, dûment habilités, ont apposé leurs signatures au bas du présent Protocole.

Fait à Paris, le seize octobre mil neuf cent quarante-huit, en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire qui sera déposé auprès du Secrétaire général de l'Organisation Européenne de Coopération Economique qui en communiquera copie certifiée conforme à tous les autres signataires du présent Protocole.

Pour l'Autriche:

For Austria:

KARL GRUBER

Pour la Belgique:

For Belgium:

PAUL-HENRY SPAAK

Pour le Danemark:

For Denmark:

GUSTAV RASMUSSEN

Pour la France:

For France:

ROBERT SCHUMAN

Pour la Grèce:

For Greece:

CONSTANTIN TSALDARIS

Pour l'Irlande:

For Ireland:

SEAN MCBRIDE

**PROTOCOL OF PROVISIONAL APPLICATION OF THE
AGREEMENT FOR INTRA-EUROPEAN PAYMENTS AND
COMPENSATIONS**

The Signatories to the Agreement for Intra-European Payments and Compensations (hereinafter referred to as the Agreement) signed this day;

Desiring to give immediate and provisional effect to the Agreement;

Have agreed as follows:

1) The Parties to the present Protocol shall apply the provisions of the Agreement provisionally as if the Agreement had been effective on and after 1st October, 1948.

2) The present Protocol shall come into force on this day's date and shall continue in force until the Agreement comes into force.

3) (a) Any Party to the present Protocol may withdraw from the Protocol by giving not less than three months' notice of withdrawal in writing to the Secretary-General of the Organisation for European Economic Co-operation (hereinafter referred to as the Secretary-General).

(b) Three months after the date on which such notice is given, or at such later time as may be specified in the notice, the Party giving it shall cease to be a Party to the present Protocol.

(c) The Secretary-General will immediately inform all Parties to the present Protocol and the Agent of any notice given under this paragraph.

4) If notice of withdrawal is given under paragraph 3, the Parties to the present Protocol, acting through the Organisation, shall, at the request of any Party, entrust a Committee or Committees with the preparation of recommendations as to the provisions which may be required to avoid,

(i) interruptions in trade or payments,
(ii) payments of gold or foreign currency,
(iii) the prevention of repurchase of gold or foreign currency which would otherwise have been possible under the provisions of the Agreement, or

(iv) other similar possible consequences, which may arise, within a reasonable time from the date when the notice of withdrawal takes effect, as a result of changes in balances caused by compensations made under the Agreement. The Committee or Committees shall also consider the position of drawing rights which may remain unused at the date on which the notice of withdrawal takes effect.

In witness whereof, the undersigned Plenipotentiaries, duly empowered, have appended their signatures to the present Protocol. Done in Paris this sixteenth day of October, Nineteen Hundred and Forty Eight, in the English and French languages, both texts being equally authentic, in a single copy which shall remain deposited with the Secretary-General of the Organisation for European Economic Co-operation by which certified copies shall be communicated to all the signatories to the present Protocol.

Pour l'Islande:

For Iceland:

PETUR BENEDIKTSSON

Pour l'Italie

For Italy:

PIETRO CAMPILLI

Pour le Luxembourg:

For Luxembourg:

JOSEF BECH

Pour la Norvège:

For Norway:

BROFOSS

Pour les Pays-Bas:

For the Netherlands:

D. U. STIKKER

Pour le Portugal:

For Portugal:

MARCELLO MATHIAS

Pour le Royaume-Uni:

For the United Kingdom:

STAFFORD CRIPPS

Pour la Suède:

For Sweden:

OSTEN UNDEN

Pour la Suisse:

For Switzerland:

CARL J. BURCKHARDT

Pour la Turquie:

For Turkey:

NUMAN MENEMENCIOGLU

Pour la Zone Française d'Occupation en Allemagne:

For the French Zone of Occupation of Germany:

RENE LARRE

Pour les Zones d'Occupation en Allemagne du Royaume-Uni et des
Etats-Unis d'Amérique:

For the United Kingdom And United States Zones of Occupation
of Germany:

CECIL WEIR

WILKINSON

Pour la Zone Anglo-Américaine du Territoire Libre de Trieste:

For the British-United States Zone of the Free Territory of Trieste:

IVAN WHITE